

DÉBAT SUR L'ÉCOLE

Jeudi 11 décembre 2003 de 18 h 00 à 21 h 00

Les participants (30 : 8 parents, 22 enseignants) sont accueillis par le personnel de direction. L'animateur présente les thèmes du débat :

- les questions de société à l'école
- le collège et son bilan
- les innovations pédagogiques.

Il cède ensuite la parole à un représentant des enseignants qui s'interroge non sur le bien fondé du débat mais sur l'utilisation qui en sera faite et sur le détournement des questionnements.

THEME 1 : L'ÉCOLE ET LA SOCIÉTÉ.

1. La démission des parents.

Elle est évoquée par un parent. Les parents attendent beaucoup de l'école au plan pédagogique et civique en oubliant leur rôle dans l'éducation et la motivation des enfants. Il serait bon de rappeler le rôle de chacun en début d'année et d'établir une sorte de contrat de partenariat entre parents, enseignants et élèves. On ne va pas à l'école uniquement parce que c'est obligatoire et que c'est l'habitude, la routine.

- Redonner du sens à l'école

Il faudrait développer les contacts parents-professeurs, développer la co-éducation, pratiquer une meilleure concertation. Cela pourrait déboucher sur une charte parents/enseignants différente du règlement qui est signé sans être lu souvent.

- Motivation de l'enfant

Pour l'améliorer, il est nécessaire que les parents s'investissent. Peu participent aux réunions, aux débats, ce soir, encore moins qu'en mai/juin 2003.

Comment sensibiliser les parents pour les faire venir à l'école. A quel moment ?

2. L'instabilité du personnel de direction et du personnel enseignant

Cela pose de graves problèmes. Le débat glisse vers une situation particulière du collège qui est un facteur grave de déstabilisation, d'autant plus grave pour un établissement en REP de 1000 élèves.

- En 5 ans, 4 équipes de direction, 3 équipes de CPE. Il faudrait là aussi un engagement par contrat de 3 ou 5 ans. Cela se fait dans certains endroits pour les écoles maternelles et primaires et dans l'académie de Créteil. Au-delà de l'indemnité, l'octroi de points de mutation supplémentaires pourrait être une motivation. La nomination dans ce type d'établissement devrait se faire par rapport à un projet pour un engagement meilleur. Actuellement le temps qu'une équipe de direction s'approprie les dossiers, lourds, elle

disparaît. Peut-être n'y a-t-il pas de volontaires ? Si, des gens compétents et volontaires existent.

➤ Cette observation qui concerne les équipes de direction est valable pour d'autres postes : le Nord-Isère porte d'entrée vers Grenoble. Peut-être, faudrait-il pour avoir plus de stabilité dans le Nord Isère établir des ponts avec l'Académie de Lyon.

La stabilité du personnel, la connaissance et l'implication dans le milieu local favorise les échanges et la collaboration.

➤ Autre problème : la taille de l'établissement. Les établissements doivent rester à taille humaine : 500 maximum, autrement les problèmes sont multipliés.

3. Décentralisation.

Elle ne doit pas aboutir à la création d'établissement à 2 vitesses en fonction de la richesse ou des options politiques de la collectivité territoriale de rattachement.

4. Mixité

Elle reste impérative.

➤ Mixité des sexes, bien évidemment.

➤ Mixité sociale

Elle est nécessaire. L'école est l'école de la vie et de la société.

La carte scolaire doit rester indépendante des pouvoirs politiques et des collectivités territoriales.

Les mesures de dérogation doivent être limitées et justifiées sérieusement.

Pour l'égalité des chances, il faut absolument éviter les établissements « ghettos ».

5. Laïcité

La laïcité : elle ne peut en aucun cas être remise en question. Le rapport Stasi semble présenter des aspects positifs.

6. Publicité, sponsoring etc... et école.

L'école ne doit en aucun cas tomber dans la dépendance d'entreprises qui, d'une façon ou d'une autre, subventionneraient des écoles pour assurer la promotion de leurs produits ou de leurs idées (ex. : E.D.F. sur l'énergie).

A propos de publicité et de laïcité : la publicité sur les tee-shirts ou les outils scolaires, n'est-elle pas une forme d'atteinte à la laïcité ? ...Les parents ont de la peine à résister aux demandes des enfants. Faut-il introduire l'uniforme ? Non, mais revenir à la raison.

L'école doit développer l'esprit critique vis-à-vis des marques, mais les parents doivent aussi résister aux enfants. Ce problème relève surtout des parents.

THEME 2 - BILAN DU COLLEGE

1. La transition CM2-6^{ème}.

➤ L'adaptation au collège est difficile surtout quand on rentre dans un collège de 1000 élèves → problème de la taille du collège.

Les enseignants du collège sont-ils trop exigeants ? En apparence, non, mais l'organisation du collège entraîne une perte d'autonomie pour les élèves par rapport au CM2.

Il serait peut-être souhaitable d'avoir une seule salle par classe mais cela pose des problèmes d'aménagement et de moyens. Ce ne serait pas nécessairement bon pour la dynamique du groupe.

➤ La bivalence peut-elle être une solution ?

Ce serait un retour en arrière. Quelle formation pour un enseignant « bivalent » : une double licence ? C'est une perte de la qualité de l'enseignement.

Quelle garantie de qualité de l'enseignement apporte l'emploi de « contractuels vacataires » ?

2. Evaluation des enseignants et des établissements.

L'évaluation sur les résultats est difficilement possible ; elle peut virer au bachotage.

Elle risque de faire perdre la richesse d'un enseignement pluridisciplinaire en faisant disparaître les matières non évaluées.

Ne faudrait-il pas des inspecteurs ou des conseillers pédagogiques plus présents ?

Les enseignants sont à même d'estimer leur travail et de le réajuster en fonction de la classe.

En matière humaine, il y a toujours un facteur d'incertitude.

La formation des enseignants, initiale et continue est sans doute le meilleur label de qualité.

3. Le problème des remplacements.

Mieux vaut un vacataire qu'une absence de remplacement. Le public est désavantage par rapport au privé bien plus libre.

L'autonomie des établissements pourrait peut-être permettre de réagir plus vite... mais à condition qu'il y ait les moyens suffisants pour embaucher.

Ne peut-on pas prévoir 1 ou 2 enseignants remplaçants sur diverses disciplines pour plusieurs collèges. Ils pourraient assurer du soutien entre les remplacements.

4. Rapports public/privé

Le privé réussit mieux ... faux, il sélectionne. Pourquoi rester professeur dans le public ?

Pour garantir l'égalité et la possibilité pour tous de bénéficier d'une éducation diversifiée.

THEME 3 - LES EVOLUTIONS PEDAGOGIQUES

1. Hétérogénéité et groupes de besoin.

L'hétérogénéité des classes reste une demande prioritaire, la création de groupes de niveau ou plutôt de besoin en fonction des disciplines – pendant certaines heures de la semaine, permet d'en améliorer le fonctionnement.

L'expérience des barrettes de français et de maths du collège apparaît comme positive permettant à la plupart des élèves de travailler au niveau qui leur permettra de progresser : du soutien de base à l'approfondissement performant. Elle ne reste possible que grâce à un certain nombre d'H.S.

2. SEGPA

Utilité de ces classes pour les élèves en grande difficulté. Elles permettent d'adapter les programmes et l'enseignement. Les effectifs permettent de répondre aux besoins des élèves. Peut-être faudrait-il revaloriser ces sections. Il est dommage que l'image des SEGPA entraîne souvent le refus de cette classe par les parents et débouche sur des échecs dans les classes classiques provoquant agressivité, violence et déscolarisation.

L'expérience des classes de SEGPA (effectifs moins nombreux, évaluation par compétences) mériterait d'être étendue aux autres classes.

3. L'enseignement par alternance.

- Au collège, c'est trop tôt.

Pour le bénéfice de qui le fait-on ?

Mais faut-il le même enseignement pour tous ? C'est un leurre : des élèves sortent de 3^{ème} sans rien. Les orientations se font par défaut : où il y a de la place.

- Comment développer l'enseignement en alternance ?

N'est-ce pas une utopie ? On trouve difficilement des stages pour les élèves de LP, pour les élèves d'insertion. Comment trouver encore d'autres possibilités ? Les élèves qui ont des problèmes de comportement ne restent pas en stage. Les stagiaires, surtout les stagiaires jeunes ne sont pas rentables pour l'entreprise et lui font même perdre de la rentabilité en prenant du temps aux maîtres de stage. Un BAC pro, un BTS, sont très vite rentables, un élève de 15 ans, non.

L'enseignement en alternance demande une double formation :

- la formation des enseignants à l'univers de l'entreprise pour faciliter l'orientation des élèves
- la formation des formateurs qui reçoivent les élèves. C'est une charge pour les entreprises.

4. L'orientation.

Les élèves de 3^{ème} ne savent pas ce qu'ils veulent. Ce n'est pas grave pour un élève qui va au lycée. C'est plus inquiétant pour les autres donc il ne faut pas abaisser l'âge de l'orientation. Il faut permettre à l'élève de, plus tard, se recycler, donc il faut assurer aux élèves un enseignement commun de base qui leur permette de le faire tout en maintenant la découverte

du monde professionnel et de ses exigences : la découverte de ces exigences peut se révéler salubre pour les élèves.

Il est nécessaire de revaloriser les CAP, BEP et les métiers manuels.

5. Informatique et enseignement.

Boutade ou pas ? Ne faudrait-il pas plutôt introduire la philo dès la 6^{ème} Quid de la citoyenneté ?

L'enseignant amène l'élève à réfléchir, à raisonner. Son rôle est capital. L'informatique n'est qu'un outil. Elle ne peut remplacer le cours.

La relation parents, élèves, enseignants est fondamentale dans la construction des savoirs et de l'identité des élèves.

SAMEDI 13 DECEMBRE 2003

3 THEMES :

- Les valeurs de l'école républicaine
- Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves
- Rôle respectif de l'Etat et des collectivités territoriales.

THEME 1 - Les valeurs de l'école républicaine :

1. Respect et bienveillance

Ils sont nécessaires entre les 3 parties prenantes de l'éducation : parents, enfants, enseignants. C'est un grave problème à l'heure actuelle. Il faut trouver des moyens pour plus impliquer les parents.

2. Egalité des chances.

Elle doit être garantie par la gratuité, la proximité, la sectorisation maintenue, la discrimination positive (REP amélioré) pour compenser les déséquilibres et par la diversité des matières qui permet l'ouverture de tous à la culture.

L'école doit compenser les inégalités sociales pour aller vers plus d'équité.

3. L'indépendance

Par rapport au monde politique, économique et religieux. Il faut protéger l'école notamment du sponsoring. Pas d'école Coca Cola ou Citroën.

4. L'éducation à la liberté

par le développement de l'esprit critique (se faire sa propre opinion)

5. Le goût de l'effort et le plaisir d'apprendre

malgré l'apparente contradiction qui n'en n'est pas une.

6. L'ouverture culturelle, professionnelle

Elle permet d'ouvrir l'esprit et d'apprendre les règles de la vie en société.

THEME 2 - Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ,

- en variant la pédagogie

- en valorisant les réussites (pédagogie blanche et non pédagogie noire).

Eviter au maximum l'image négative. Remarque : la moyenne ne fait pas progresser mais elle motive.

- en améliorant le suivi des élèves, en développant l'évaluation formative pour faire ressortir les progrès.

- en développant les doubles contrôles

- en développant l'évaluation par compétences mais cela pose le problème des moyens – cela nécessite plus de temps et moins d'élèves.

- en améliorant le suivi des enseignants : accompagnement, suivi par un superviseur. Soutien en cas de difficulté et de souffrance en créant ou développant des groupes d'échange sur les pratiques pédagogiques.

En faisant participer les élèves à la gestion de la vie de classe.

En développant la pédagogie de groupe et le travail en équipe.

En jouant sur les effectifs : les effectifs limités permettent d'être plus efficace, de désamorcer l'agressivité et d'apporter une aide individualisée.

THEME 3 :

Le rôle respectif de l'Etat et des collectivités territoriales.

L'Etat doit garantir les valeurs de l'école républicaine par :

- l'unité des programmes,
- une juste répartition des moyens.

Les dotations pour l'école varient énormément lorsque les collectivités territoriales jouent un rôle déterminant : la République n'est-elle pas une, indivisible – une péréquation des moyens est donc nécessaire ; pas de SMIC école mais une répartition équitable permettant de soutenir les zones défavorisées.